

Strasbourg, le 27.10.2015
COM(2015) 610 final

ANNEX 3

ANNEXE

à la

**COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN, AU
CONSEIL, AU COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN ET AU COMITÉ
DES RÉGIONS**

Programme de travail de la Commission pour 2016

L'heure n'est plus à une gestion conventionnelle

Annexe III: propositions prioritaires en attente

Objet		Intitulé intégral	Référence
Un nouvel élan pour l'emploi, la croissance et l'investissement			
1.	Intégration des chômeurs de longue durée	Proposition de RECOMMANDATION DU CONSEIL relative à l'intégration des chômeurs de longue durée sur le marché du travail	2015/0219 (NLE)
2.	EURES	Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL relatif à un réseau européen des services de l'emploi, à l'accès des travailleurs aux services de mobilité et à la poursuite de l'intégration des marchés du travail	2014/0002 (COD)
3.	Présence des femmes dans les conseils des sociétés	Proposition de DIRECTIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL relative à un meilleur équilibre hommes-femmes parmi les administrateurs non exécutifs des sociétés cotées en bourse et à des mesures connexes	2012/0299 (COD)
Un marché unique numérique connecté			
4.	Sécurité des réseaux et de l'information (SRI)	Proposition de DIRECTIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL concernant des mesures destinées à assurer un niveau élevé commun de sécurité des réseaux et de l'information dans l'Union	2013/0027/COD
Une Union plus résiliente sur le plan de l'énergie, dotée d'une politique visionnaire en matière de changement climatique			
5.	Réduction des émissions nationales (PEN)	Proposition de DIRECTIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL concernant la réduction des émissions nationales de certains polluants atmosphériques et modifiant la directive 2003/35/CE	2013/0443/COD
Un marché intérieur plus approfondi et plus équitable, doté d'une base industrielle renforcée			
6.	Coopération renforcée dans le domaine de la taxe sur les transactions financières	Proposition de DIRECTIVE DU CONSEIL mettant en œuvre une coopération renforcée dans le domaine de la taxe sur les transactions financières	2013/0045/CNS
7.	Cadre de l'UE en matière de titrisation	Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL établissant des règles communes en matière de titrisation ainsi qu'un cadre européen pour les opérations de titrisation simples, transparentes et standardisées, et modifiant les directives 2009/65/CE, 2009/138/CE, 2011/61/UE et les règlements (CE) n° 1060/2009 et (UE) n° 648/2012	2015/0226/COD
8.	Services portuaires	Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL établissant un cadre pour l'accès au marché des services portuaires et la transparence financière des ports	2013/0157/COD
Une Union économique et monétaire plus approfondie et plus équitable			

Objet		Intitulé intégral	Référence
9.	Plateforme européenne sur le travail non déclaré	Proposition de DÉCISION DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL établissant une plateforme européenne dans l'objectif de renforcer la coopération visant à prévenir et à décourager le travail non déclaré	2014/0124/COD
Un espace de justice et de droits fondamentaux basé sur la confiance mutuelle			
10.	Réforme de la réglementation en matière de protection des données	Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (règlement général sur la protection des données) Proposition de DIRECTIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les autorités compétentes à des fins de prévention et de détection des infractions pénales, d'enquêtes et de poursuites en la matière ou d'exécution de sanctions pénales, et à la libre circulation de ces données	2012/0010, 0011/COD
11.	Parquet européen	Proposition de RÈGLEMENT DU CONSEIL portant création du Parquet européen	2013/0255/APP
12.	Agence de l'Union européenne pour la coopération et la formation des services répressifs (Europol)	Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL relatif à l'Agence de l'Union européenne pour la coopération et la formation des services répressifs (Europol) et abrogeant les décisions 2009/371/JAI et 2005/681/JAI	2013/0091/COD
13.	Dossiers passagers (PNR) dans l'UE	Proposition de DIRECTIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL relative à l'utilisation des données des dossiers passagers pour la prévention et la détection des infractions terroristes et des formes graves de criminalité, ainsi que pour les enquêtes et les poursuites en la matière	2011/0023/COD
14.	Lutte contre la discrimination	Proposition de DIRECTIVE DU CONSEIL relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de religion ou de convictions, de handicap, d'âge ou d'orientation sexuelle	2008/0140/CNS
Vers une nouvelle politique migratoire			
15.	Programme de relocalisation permanent	Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL établissant un mécanisme de crise concernant la relocalisation et modifiant le règlement (UE) n° 604/2013 du Parlement et du Conseil du 26 juin 2013 établissant les critères et mécanismes de détermination de l'État membre responsable de l'examen d'une demande de protection internationale introduite dans l'un des États membres par un ressortissant de pays tiers ou un apatride	2015/0208/COD
16.	Liste de l'UE relative aux pays d'origine sûrs	Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL établissant une liste commune de l'Union de pays d'origine sûrs aux fins de la directive 2013/32/UE du Parlement européen et du Conseil relative à des procédures communes pour l'octroi et le retrait de la protection internationale, et modifiant la directive 2013/32/UE	2015/0211/COD
Une Union du changement démocratique			
17.	Organismes génétiquement modifiés (OGM)	Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL modifiant le règlement (CE) n° 1829/2003 en ce qui concerne la possibilité pour les États membres de restreindre ou d'interdire sur leur territoire l'utilisation de denrées alimentaires et d'aliments pour animaux génétiquement modifiés	2015/0093/COD